

La population canadienne-française étant la plus jeune, elle forme la majorité des enfants et des jeunes travailleurs; son niveau d'emploi est le plus bas au Québec.

Le degré d'instruction est un des éléments les plus importants qui influent sur le salaire. Les divers groupes ethniques ont des niveaux d'instruction fort différents les uns des autres. Les Canadiens français, qui ont en moyenne 7.08 années d'étude, viennent juste en avant des Italiens, qui en ont 6.05.

Les Juifs sont en tête avec 10.05 années d'étude et les Anglais en ont 9.43. Les économistes signalent qu'au Québec, les Anglais sont plus instruits que dans toute autre province, sauf la Colombie-Britannique.

Si on analyse les avantages que procure l'instruction, il faut conclure que «les Canadiens français en profitent le moins». Lorsqu'un Canadien français passe de l'école primaire à l'université, il en profite moins financièrement que les Canadiens des autres groupes.

Traitant des groupes ethniques d'après l'occupation, le rapport conclut: «Le statut respectif des Canadiens anglais et des Canadiens français est absolument systématique dans toutes les provinces. Si les occupations sont divisées en dix catégories, on constate que les Canadiens anglais sont beaucoup plus nombreux dans les quatre premières catégories (les plus riches) et bien moins nombreux dans les quatre dernières catégories (les plus pauvres).

Pour les Canadiens français, la situation est diamétralement opposée: moins nombreux dans les quatre premières catégories et plus nombreux dans les quatre dernières.»

La situation s'améliore-t-elle?

Au contraire: «Depuis 1941, alors que les Anglais, les Juifs et les autres groupes ont fait de grands progrès dans l'échelle des occupations, les Italiens et les Français ont reculé dans la même proportion. Dans le cas des Canadiens italiens, cette disparité s'explique par leur récente immigration (les nouveaux arrivés ont généralement moins d'argent), mais en ce qui concerne les Canadiens français, la chute est inexplicable.

En outre, à travail égal, les salaires des francophones sont inférieurs à ceux des anglophones, et la disparité s'accroît avec le temps, de sorte que les Canadiens français paraissent désavantagés dans leur aptitude à avancer dans leurs carrières.

On aurait pu croire que le bilinguisme pût être avantageux au Québec au moins. D'après les économistes, la réponse est un non catégorique. Les Canadiens anglais unilingues gagnent autant que les Canadiens français bilingues, alors que les Canadiens français qui ne parlent qu'anglais (les assimilés) gagnent beaucoup plus que les Canadiens français bilingues. Et les francophones bilingues gagnent beaucoup moins que les anglophones unilingues.

Au total... les Canadiens anglais unilingues gagnent \$5,502, tandis que les personnes bilingues gagnent \$4,772. En somme, ce n'est pas la connaissance de deux langues qui est avantageux pour les Canadiens français du Québec, mais plutôt la connaissance d'une langue,—l'anglais.

«Au Québec, les auteurs ajoutent, comme dans le reste du pays, il est plus avantageux d'être Canadien anglais unilingue que Canadien français bilingue.»

Voici la conclusion de leur enquête: «Les Canadiens anglais ont peu de raisons de devenir bilingues, même au Québec, alors que pour les Canadiens français, le bilinguisme est synonyme de revenus. Même si les Canadiens français bilingues n'ont aucun espoir d'accéder aux revenus des Anglais unilingues.»

Je m'excuse d'accaparer le temps de la Chambre en lisant l'article mais je pense qu'il est important que les députés se rendent compte que lorsqu'on dit que notre pays doit se lancer tête basse dans le bilinguisme, on est prêt à faire adopter des mesures qui aideront surtout les Canadiens français qui apprennent l'anglais.

Un des autres facteurs qui touchent aux problèmes économiques du bill sur les langues et qui a été écarté sans cérémonie, à plusieurs reprises par le premier ministre quand il a été interrogé à ce sujet, concerne le coût, pour le contribuable, de ces extravagances bilingues. Ce coût sera fabuleux, monsieur l'Orateur. Vendredi dernier encore, le *Journal d'Ottawa* annonçait dans un gros titre, que le plan fédéral pour aider l'enseignement du français coûtera plusieurs millions. Dieu sait combien le programme entier coûtera une fois que les provinces casqueront. Le coût du programme, uniquement pour le dédoublement nécessaire des tâches, sera astronomique. Ce sera un boulet de plus pour l'économie du Canada, un fardeau trop lourd pour nous.

Nous, Canadiens, nous efforçons de rester compétitifs dans un monde que évolue avec rapidité. Il nous suffit des problèmes économiques qui découlent de notre voisinage avec ce géant du Sud dont la population est dix fois supérieure à la nôtre. Les États-Unis se trouvent grandement favorisés par les conditions climatiques. Étant donné que nous occupons la partie septentrionale de ce continent, nous ne pouvons aspirer au même revenu par habitant que nos amis américains et je ne parle pas des facteurs autres que les conditions climatiques. Pourquoi, alors, nous attacher au pied un autre boulet économique, un poids aussi stérile que ce bilinguisme extravagant. Ce sont des questions graves, monsieur l'Orateur. C'est pourquoi j'implore le gouvernement et ses partisans de bien considérer où ils nous entraînent. Ce sont là d'autres raisons pour lesquelles je ne peux appuyer ce bill.

● (3.50 p.m.)

M. Arnold Peters (Timiskaming): Je n'ai pas l'intention de parler très longtemps, monsieur l'Orateur. Je m'oppose à l'amendement pour une raison très simple. Le gouvernement et le peuple canadien sont maintenant allés assez loin...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Je dois signaler au député qu'autant que je sache, l'amendement n'est pas en fait présenté à la Chambre. Ce serait peut-être le moment d'interrompre les débats et d'inviter les dépu-